

La ville de Saint-Dié-des-Vosges dans la Résistance alsacienne

5 et 6 mai 2018

Article issu d'une conférence présentée lors des Journées d'Histoire régionales les 5 et 6 mai 2018 à Saint-Dié-des-Vosges.

En mai-juin 1940, la France perd une bataille contre l'Allemagne nazie. A l'issue de cette défaite terrible, la France est littéralement « dépecée ». **L'Alsace** et le département de la **Moselle** sont **annexés de fait par le IIIème Reich**. De l'autre côté des Vosges, le département du même nom est déclaré zone réservée. Inclus dans un espace beaucoup plus grand, ces territoires du Nord-Est sont destinés à être peuplés par des Allemands afin de constituer des « **Etats-tampons** » entre **l'Allemagne nazie et la France de Vichy**.



L'Alsace est l'objet d'une annexion particulièrement violente même si nulle mention n'en est fait dans la convention d'armistice. **Tous les Alsaciens soupçonnés de ne pas entrer dans le moule nazi sont arrêtés, internés, expulsés ou déportés.** Les nazis coupent ainsi la tête à une **future résistance**. Ils soumettent le territoire à une germanisation intensive puis à une nazification brutale. Les **Alsaciens** doivent notamment porter un **nom allemand**, **bannir la langue française** et parler **allemand** mais aussi **adhérer à des organismes nazis**. Cette mise en coupe réglée de la société alsacienne engendre très rapidement l'opposition de **nombreux jeunes qui refusent toutes ces contraintes**.



Charles BERNHARD
AP Jérôme

Ainsi, dès la fin février 1941, des centaines de jeunes de la vallée de la Bruche sont convoqués à une réunion d'information sur les Waffen SS (unités militaires de la SS). **Beaucoup refusent d'y aller et s'évadent en masse vers Saint-Dié-des-Vosges.** Parmi eux, **René Estermann** et son camarade **Fernand Wolff**, s'évadent le 2 mars 1941 en direction de Saint-Dié-des-Vosges. Ils y connaissent bien le docteur **René Bernhard**, originaire de Rothau, qui fait office de relais dans cette ville. Il est connu pour son **activité en faveur des évadés alsaciens.** Mais, ils sont arrêtés par les Allemands le 5 mars. Internés à la prison Charles III de Nancy, ils sont transférés au Sicherheitslager Schirmeck Vorbruck (camp de sécurité de Schirmeck-Labroque) puis le 27 avril 1941 à Welzheim (Allemagne) avant d'être libérés le 15 novembre 1941 puis d'être plus tard, incorporés de force dans la Wehrmacht. De nombreux autres jeunes Alsaciens originaires de la

vallée de la Bruche sont arrêtés au même moment, les Allemands ayant sans doute renforcé leur surveillance après ces évasions de masse. C'est ainsi que **Saint-Dié-des-Vosges** joue un **rôle décisif dans de nombreuses filières d'évasion** car il s'agit d'une étape décisive avant de se déplacer notamment par voie ferrée pour continuer le trajet vers la zone non occupée.



Colonel ANDLAUER Louis
Entré au réseau en 42.

Permettez à un vieil officier S. R. de vous exprimer toute son admiration. Je suis très fier d'avoir été, en fin de carrière, l'un de vos modestes collaborateurs.

Colonel Andlauer - Livre d'or du réseau CND Castille

Mais la ville n'est pas qu'une étape pour les hommes, elle l'est également pour les **renseignements**. Véritable **nœud de communication**, elle permet la **diffusion des informations vers Paris**, la zone non occupée et même vers **Londres**. Ainsi, le colonel **Louis Andlauer**, colonel dirigeant en 1939-1940 les services spéciaux entre Metz et Annemasse, dirige une **antenne du réseau Confrérie-Notre-Dame (CND)** Castille dirigé par le **colonel Rémy**. Il se met en relation avec un industriel de Sainte-Marie-aux-Mines, **Jean-Paul Lacour**. Ce dernier, ayant de nombreuses facilités à se déplacer dans le cadre de son activité professionnelle, devient **l'intime d'un des principaux responsables de la Gestapo en Alsace : Julius Gehrum**. Il parvient ainsi à obtenir de nombreux renseignements qu'il transmet au colonel Andlauer à Saint-Dié-des-Vosges. Parmi ces documents, le rapport économique du 2 février 1942 revêt une importance considérable car il permet de connaître la situation interne de l'Allemagne à un moment où Hitler se trouve à son apogée. Ce document met l'accent sur les difficultés à se procurer des matières premières, preuve que si l'Allemagne gagne sur



J-P Lacour - SHD 16P327595

tous les fronts, elle ne pourra pas faire face à une guerre trop longue... Le colonel Andlauer est arrêté par les Allemands le 12 février 1943 à Saint-Dié-des-Vosges avant d'être libéré en juin 1943 et reprendre ses activités clandestines. Quant à Jean-Paul Lacour, son double-jeu est démasqué juste avant la Libération et il est arrêté le 24 novembre 1944 à Sainte-Marie-aux-Mines. Déporté à Ludwigsburg (Allemagne), il est finalement libéré le 13 avril 1945.

Marie Stricher était secrétaire à la SNCF. Evacuée comme tous les strasbourgeois en septembre 1939, elle est affectée au dépôt de Saint-Dié-des-Vosges. Après l'annexion de fait de l'Alsace, elle refuse de revenir dans sa ville d'origine et préfère rester sur place. Elle s'engage très rapidement

dans l'aide à l'évasion des prisonniers de guerre évadés venant de Strasbourg qu'elle dirige sur Epinal puis la zone non occupée. Elle profite des trajets réguliers entre Strasbourg et Saint-Dié-des-Vosges (tous les samedis pour voir ses parents) pour **rapporter des informations politiques et des renseignements** sur le personnel en Alsace qu'elle transmet à sa hiérarchie. Ainsi, elle devient membre du **réseau Résistance-Fer en liaison avec Ernest Mahon** (qu'elle connaissait déjà avant la guerre) et le **directeur de la région Est pour la SNCF, Robert Narps**. Selon l'acte d'accusation du 12 mars 1945 émanant du Reichskriegsgericht (RKG), le tribunal de guerre du Reich, elle est accusée d'avoir tapé des rapports de Mahon à destination de Narps. Les documents étaient envoyés dans une chemise spéciale. Les renseignements transmis par Mahon ne s'arrêtaient pas à l'activité politique mais évoquaient également les usines d'armements et les terrains d'aviation de la Luftwaffe.

Ernest Mahon est arrêté le 25 mai 1943 et Marie Stricher le 12 octobre. Déportés en Allemagne en attente de leur jugement par le RKG, ils sont finalement libérés en mai 1945. Malgré l'acte d'accusation du 12 mars 1945, ils n'ont pas été jugés suite à l'effondrement de l'Allemagne nazie.

Ces trois exemples d'engagements dans la Résistance mettent en valeur le **rôle de Saint-Dié-des-Vosges comme plaque tournante des évasions de prisonniers de guerre ou de réfractaires alsaciens** mais également **étape privilégiée dans la transmission de renseignements importants**. Cette ville a joué un **rôle majeur dans la Résistance alsacienne** comme en témoigne l'engagement du garde-général de l'administration des Eaux et Forêts **René Kobloth** qui a joué un **rôle d'agent de liaison essentiel entre l'inspecteur François⁽¹⁾ à Saint-Dié-des-Vosges et le Groupe mobile Alsace (GMA) Vosges**.

*Eric Le Normand
Professeur d'histoire-géographie
Chargé de mission pour l'AERIA*



*Hommage aux passeurs de La Claquette (Bas-Rhin) à Moussey (Vosges)
Des centaines d'Alsaciens et de nombreux prisonniers fuyant l'opresseur et les stalags ont cheminé sur ce sentier vers la mère Patrie. Dessin de Pierre Ferry et Patrick Hamm.
AP Ledig*

(1) L'inspecteur François et son adjoint Pelet sont abattus par les Allemands le 22 octobre 1944 dans le vallon de Ravines à Moyenmoutier (Vosges).

Notizen über die Tagung des Führungsstabes Wirtschaft
in Karlsruhe v. 2.3. 1942.

Herr Oberregierungsrat Dr. Maier erstattet einen allgem. Lagebericht auf Grund der Besprechungen, die kürzlich beim Reichsmarschall stattgefunden haben.

Die deutsche Wirtschaft Kriegswirtschaft steht vor der zwingenden Notwendigkeit einer weitgehenden Rationalisierung und einer energischen Produktionssteigerung. Generaldirektor Zangen hat einen allgem. Auftrag erhalten für die Durchführung dieser Massnahme auf dem Gebiete der Rüstungs- und Zivilfertigung. Das bedeutet eine neue Anspannung der Werkzeug- und der Werkzeugmaschinenfertigung. Es müssen aber auch die alten Maschinen wieder eingesetzt werden. Die Werkzeugfabrikation rückt damit in die erste Dringlichkeitsstufe zusammen mit der Mineralölproduktion.

Ferner soll der Export stark gefördert werden, da die Verschuldung zu gross geworden ist.

Die Verbrauchsgütererzeugung muss eingeschränkt werden. Die Rationalisierung soll von der Wirtschaft selbst durchgeführt werden. Man will keine Betriebe stilllegen, sondern jeweils den besten rationellsten Betrieb für jedes Gerät einsetzen. Das wird natürlich ein weiteres Zurückdrängen des kleinen und Mittelbetriebs zur Folge haben.

Ueber die Deckung des Bedarfs der Bevölkerung teilt Herr Dr. Maier mit, dass sie begrenzt ist durch Rohstoff- und Arbeitskräftemangel. Die rückläufige Entwicklung ist in dieser Beziehung an einer gewissen Grenze angelangt. Es gibt nur noch Kriegsaufgaben und nur noch Rohstoffe und Arbeitskräfte für kriegswichtige Dinge.

Auf dem Gebiete der Textilversorgung ist die Rohstofflage ausgesprochen schlecht, trotz Spinnstoffsammlung. Die Verteilung der Spinnstoffe für 1942 soll wie folgt geschehen :

30 % an die Wehrmacht
30 % an den zivilen Sektor
40 % für technische Zwecke und öffentl. Bedarf.

Auf dem Textilsektor werden sich Stilllegungen grösseren Massstabes nicht vermeiden lassen.

Für die Versorgung mit Schuhen ist die Lage ähnlich. Wir leben von den Vorräten des Westens und des Ostens. Nur etwa die Hälfte des Friedensbedarfs auf dem zivilen Sektor kann gedeckt werden. Man rechnet mit einer Strassenschuherzeugung im Jahre 1942 von 3,9 Mill. Paar. Man rechnet mit einer 1,5 maligen Besohlung pro Jahr und Kopf der Bevölkerung. Es sollen grosse Reparaturwerkstätten errichtet werden unter Zuhilfenahme von Kriegsgefangenen.

Auf dem Gebiete der Möbelversorgung besteht ein grosser Engpass. Jeder Wirtschaftsamtbezirk erhält eine einzige Wohnungseinrichtung zugewiesen. Auf dem Gebiete der Seifenproduktion muss die vollständige Erschöpfung der natürlichen Rohstoffe festgestellt werden. Wir sind somit ganz auf die synthetische Basis angewiesen.

Die Zuteilung von Fahrradreifen soll um 15% erhöht werden.

Die Tabakversorgung von 1941 war gegenüber dem Stand des Jahres 1938 48% für die Zigarren, 100% für den Rauchtobak und 115% für die Zigaretten (für 1942 sollen diese Prozentsätze um 1/7 gekürzt werden).

1ère page du rapport éco de fév 1942 (AP Butscha)

RÉFÉRENCES :

Dévédérom multimédia « La Résistance des Alsaciens », Fondation de la Résistance, 2016

BENE Charles, *L'Alsace dans les griffes nazies*, Fetzer, Raon-l'Étape, 6 tomes (1975 à 1988).

DODIN Robert, *Les Vosges de 1939 à 1945*, Sapin d'Or, 2004.

LE NORMAND Eric, *Les passeurs et les filières d'évasion en Alsace-Moselle durant la Seconde Guerre mondiale*, Belvédère, 2016.

POLIGNY Jean (de), *GMA Vosges – d'après les souvenirs du capitaine Rivière*, Imprimerie Jacques et Demontrond, Besançon, 1948.